



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 2, 19 janvier 2011

## CONTENU

### Relations commerciales

Adhésion du Japon au TPP : premières discussions à Washington..... 1

### Litiges commerciaux

Résolution du conflit sur les transporteurs routiers mexicains en vue ? ..... 2

Études économiques et articles connexes..... 3

## Relations commerciales

### *Adhésion du Japon au TPP : premières discussions à Washington*

Le Japon et les États-Unis ont tenu à Washington, les 13 et 14 janvier derniers, un forum bilatéral sur le commerce au cours duquel ils ont discuté officiellement pour la première fois de la participation possible du Japon au Partenariat transpacifique (TPP). Les représentants des deux pays ont échangé les positions respectives de leur gouvernement quant à la libéralisation de leur économie. Wendy Cutler, l'assistante au représentant américain pour le

Commerce pour les affaires japonaises, coréennes et de l'APEC, qui présidait les discussions, a fait part à ses homologues des attentes élevées du gouvernement américain à l'égard du TPP. Les États-Unis souhaitent en faire leur nouveau modèle de libéralisation, incluant non seulement l'élimination presque complète des tarifs douaniers, mais aussi une harmonisation normative dans le but de favoriser le commerce loyal entre les parties. Les représentants japonais ont, quant à eux, fait part de l'intention de leur gouvernement de libéraliser le secteur agricole du pays afin d'ouvrir la voie à sa participation au TPP.



Assistante à l'USTR pour l'Asie, Wendy Cutler

Le gouvernement japonais avait annoncé en novembre 2010 son intention d'entrer en discussion avec les États participant aux négociations sur le TPP. Il est nécessaire pour un pays qui souhaite se joindre aux négociations de recevoir l'approbation individuelle de chaque participant à l'accord. Le gouvernement japonais doit confirmer avant juin 2011 s'il se joindra ou non officiellement aux négociations. Il est déjà entré dans des discussions bilatérales avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et Singapour.

Le gouvernement japonais, historiquement très nationaliste, développe progressivement une approche commerciale beaucoup plus libérale dans l'espoir de relancer l'économie du pays. Tout indique qu'il est prêt à réformer sa gestion de la production agricole, principal obstacle à son adhésion au TPP. Lors d'une conférence de presse, jeudi le 6 janvier 2011, le ministre des Affaires étrangères japonais, Seiji Maehara, a déclaré que le secteur agricole, fortement protégé depuis la Seconde Guerre mondiale, ne contribue plus qu'à 1,5 % du PIB du pays et que cette part décline régulièrement. Il a suggéré qu'une réforme en profondeur du secteur agricole permettrait au gouvernement de libéraliser l'économie et de favoriser la croissance de la majorité des autres secteurs économiques, plus dynamiques. Les mêmes arguments ont été repris par le nouveau ministre japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI), Banri Kaieda, en marge



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 2, 19 janvier 2011

du forum bilatéral de Washington. Cette position risque sans aucun doute d'entrer en conflit avec celles des importants lobbies agricoles japonais, qui pourraient contrecarrer les plans du gouvernement.



Le ministre du METI  
Banri Kaieda

*« Nous concevons qu'il est historiquement inévitable d'ouvrir le Japon sur le monde. Nous ferons tout en notre possible durant les consultations sur l'adhésion potentielle du Japon au TPP pour nous assurer que le pays profitera de la croissance rapide en Asie. »*

– Banri Kaeda, conférence de presse, 14 janvier 2011.

Rappelons que les négociations sur le TPP, entamées en mars 2010, regroupent neuf pays de la région de l'Asie-Pacifique, soit : le Sultanat de Brunei, le Chili, la Nouvelle-Zélande et Singapour, qui formaient à l'origine le P4, un accord de libre-échange (ALE) signé en 2005, ainsi que l'Australie, la Malaisie, le Pérou, le Vietnam et les États-Unis. L'adhésion potentielle de la troisième économie mondiale au TPP pourrait faire de cet ALE régional d'importance moyenne un véritable tremplin pour l'intégration économique de l'Asie-Pacifique, un des principaux objectifs de la politique commerciale de l'Administration Obama. La prochaine réunion de négociation entre les membres du TPP aura lieu à Santiago, au Chili, le 14 février prochain. Cinq réunions sont prévues au cours de l'année 2011.

Pour plus de détails sur le remaniement ministériel japonais de l'automne 2010 et son impact sur la politique commerciale du gouvernement, voir : Aurelia George Mulgan, « Levelling the Playing Field for Japanese Trade Policy », *East Asia Forum*, 18 janvier 2011, en ligne : EAF <http://www.eastasiaforum.org/2011/01/18/levelling-the-playing-field-for-japanese-trade-policy/> et « Reshuffled Kan Cabinet Faces Rocky Road Ahead », *Mainichi*, 15 janvier 2011, en ligne : <http://mdn.mainichi.jp/mdnnews/news/20110115p2a00m0na028000c.html>

Sources: USTR, « United States, Japan Conclude Two-Day U.S.-Japan Trade Forum », *Press Release*, janvier 2011, en ligne : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2011/january/united-states-japan-conclude-two-day-us-japan-trad> ; « Japan, U.S. Hold First Discussions on Trans-Pacific Free-Trade Pact », *Japan Times*, 15 janvier 2011, en ligne : <http://search.japantimes.co.jp/cgi-bin/nb20110115a4.html> ; « Japan and the TPP », *Washington Trade Daily*, vol. 20, no 6, 10 janvier 2011.

---

### Litiges commerciaux

#### *Résolution en vue du conflit sur les transporteurs routiers mexicains ?*

Le secrétaire au Transport, Ray LaHood, a annoncé le 6 janvier dernier que les États-Unis souhaitent entamer de nouvelles discussions avec le Mexique afin de mettre un terme au conflit sur les transporteurs routiers mexicains (*Trucking dispute*). Ce conflit a pris naissance il y a plus de 10 ans lorsque les États-Unis ont refusé d'accorder la libre circulation en territoire américain aux véhicules des entreprises mexicaines de transport routier, contrairement à ce qu'ils s'étaient engagé à faire conformément à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Les États-Unis ont toujours invoqué des motifs sécuritaires pour justifier leur refus d'ouvrir leurs frontières aux camionneurs mexicains, mais, en réalité, cette position est le reflet des pressions politiques exercées par d'importants syndicats de camionneurs comme les Teamsters. Un programme pilote



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 2, 19 janvier 2011

a permis à certains transporteurs mexicains d'avoir accès au territoire américain de 2007 à 2009, mais les budgets accordés ont été abolis pour l'année financière 2010, ce qui a mis fin au programme. En conséquence, le Mexique impose des tarifs punitifs renouvelables annuellement sur des produits importés des États-Unis. La valeur des exportations américaines touchées par des tarifs supplémentaires de 10 à 20 % s'élève à près de 2,6 milliards de \$ É-U pour l'année 2010 seulement.

Afin de mettre définitivement un terme au conflit, le département du Transport a préparé une procédure d'inspection obligatoire et standardisée des camions mexicains. L'Administration Obama, qui a techniquement l'autorité nécessaire pour imposer ces mesures, souhaite tout de même les soumettre au vote du Congrès afin d'obtenir l'appui des principaux élus démocrates, ce qui pourrait retarder leur mise en application. Le représentant américain pour le Commerce, Ron Kirk, a cependant profité d'une réunion des ministres responsables du commerce de l'ALENA à Mexico, le 10 janvier dernier, pour annoncer que le programme américain pourrait être opérationnel d'ici quatre à six mois. Ces annonces ont été accueillies avec prudence par le ministre du Commerce du Mexique, Bruno Ferrari. En signe de bonne foi, il a annoncé que son pays suspendait immédiatement toutes nouvelles procédures de représailles commerciales à l'endroit des États-Unis. Cependant, tous les tarifs déjà en place le resteront jusqu'à ce que des progrès concrets soient réalisés dans les négociations.



Secrétaire au Transport,  
Ray LaHood

Ce revirement de la part de l'Administration Obama s'explique en partie par les pressions exercées par les lobbies de l'industrie agroalimentaire touchée par les représailles mexicaines, mais il révèle aussi une évolution de sa politique commerciale. Si elle souhaite effectivement doubler la valeur des exportations américaines au cours de la période 2010-2014 comme elle s'est engagée à le faire, elle devra trouver des solutions aux importants conflits qui minent son bilan commercial.

Pour consulter la procédure de contrôle proposée par le département du Transport américain, voir : DoT <http://www.fmcsa.dot.gov/documents/cross-border/Concept-Trucks-English.pdf>

Sources : Josh Mitchell, « U.S. Jump-Starts Bid to End Truck Dispute With Mexico », *Wall Street Journal*, 7 janvier 2011, en ligne : <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748704415104576065924125822128.html> ; « Around the Globe », *Washington Trade Daily*, vol. 20, no 7, 11 janvier 2011.

---

### Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité :

Arvin Subramanian, « Chinese Mercantilism: The Long View », *Peterson Institute for International Economics Op-Ed*, 14 janvier 2011, en ligne: IIE

<http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1744>

Douglas H. Paal, « Calming the Storm in U.S.-China Relations », *Carnegie Endowment for International Peace, Q&A*, 11 janvier 2011, en ligne: CEIP

<http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42274>



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 2, 19 janvier 2011

Homi Kharas et Joshua Meltzer, « Around the Halls: China President Hu Jintao's Visit to Washington », *Brookings Institute*, 14 janvier 2011, en ligne: Brookings  
[http://www.brookings.edu/opinions/2011/0114\\_halls\\_jintao.aspx](http://www.brookings.edu/opinions/2011/0114_halls_jintao.aspx)

Hwang Doo-hyong, « Obama Gov't Wants Congress to Approve Korea FTA Before July: Kirk », *Yonhap*, 13 janvier 2011, en ligne :  
<http://english.yonhapnews.co.kr/national/2011/01/14/39/0301000000AEN20110114000300315F.HTML>

Larry Birns et Joss Douglas, « Uncle Sam and His Venezuelan Rival Should Lay Down Their Knives », *Council on Hemispheric Affairs*, 31 décembre 2010, en ligne: COHA  
<http://www.coha.org/uncle-sam-and-his-venezuelan-rival-should-lay-down-their-knives/#more-11524>

Marc Frank, « Cuba Terms Obama Measures Positive but Limited », *Reuters*, 16 janvier 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSN1625269220110117>

Veronica Smith, « China Politics May Block Trade Progress: US Expert », *Agence France-Presse*, 7 janvier 2011, Google  
<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hptM7FN60HWm5-k-IPRiQelzSgQA?docId=CNG.a873154189fae54fc673166df8ae65f2.9f1>

### Études économiques et commerciales :

Joseph Gagnon, « Current Account Imbalances Coming Back », *Peterson Institute for International Economics Working Paper 11-1*, janvier 2011, en ligne: IIE  
<http://www.iie.com/publications/wp/wp11-1.pdf>

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique :** Christian Deblock

**Recherche et rédaction :** David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)



### Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



[http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id\\_mot=278](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278)